

# Les valeurs des Français en tendances

PLUS DE LIBERTÉ POUR SOI,  
PLUS D'EXIGENCES DANS LA SPHÈRE COLLECTIVE

PAR PIERRE BRÉCHON <sup>I</sup>

*La revue Futuribles s'intéresse depuis plus de 35 ans à l'évolution des systèmes de valeurs et à l'étude de leur transformation, faisant régulièrement écho aux études réalisées tous les 9-10 ans dans le cadre de l'European Values Study. La dernière vague en date a été réalisée en 2017-2018 et Pierre Bréchon en présente ici les premiers enseignements relatifs à la France.*

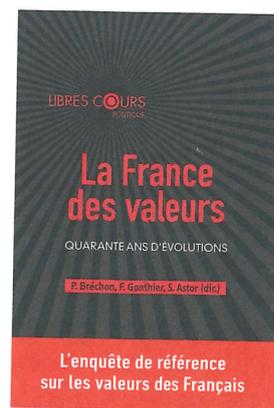
*Dans le contexte de crise sociale que connaît le pays depuis novembre 2018, l'analyse sur longue période que nous livre ici Pierre Bréchon de l'évolution des valeurs des Français à l'égard de leur vie et de la société, vient utilement remettre les choses en perspective. Sans contester les difficultés de la vie courante que ceux-ci peuvent rencontrer (en matière de revenus, d'emploi, etc.), il souligne ici, au regard des dernières enquêtes, que le lien social ne semble pas menacé en France, que les valeurs de tolérance et de respect d'autrui continuent de progresser, que le sentiment de bonheur est aussi élevé et reste stable, etc. L'individualisation continue de progresser, l'attachement à l'État protecteur ne se dément pas, l'implication politique est stable, la religion confirme son recul... ; mais le rapport à la démocratie est plus complexe et la demande d'ordre public reste forte. Si ces deux derniers points invitent à une certaine vigilance pour maintenir l'attachement des Français à leurs institutions politiques et à la démocratie, plus globalement, les résultats de la vague 2017-2018 rompent avec le pessimisme ambiant. S.D. ■*

<sup>I</sup>. Professeur émérite de science politique à Sciences po Grenoble, chercheur au laboratoire PACTE (Politiques publiques, ACTION politique, Territoires) / CNRS (Centre national de la recherche scientifique), président d'ARVAL (Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs).

On a tous des impressions sur l'évolution de la société française. Et les médias diffusent aussi souvent des représentations — plus ou moins péremptoires — sur les changements qui affecteraient la France. Les valeurs se perdraient, les Français seraient de plus en plus égoïstes et utilitaires, les sectarismes seraient triomphants, on ne saurait plus faire société ensemble. La liste des jugements pessimistes que l'on entend souvent pourrait être allongée. Ils sont le signe d'une société inquiète sur son devenir, probablement trop inquiète. À force de ne voir que ce qui va mal, la capacité à agir risque d'en être affaiblie. Sur beaucoup de sujets, avec un peu plus de positivité sur la situation, l'ensemble des acteurs sociaux pourraient mieux se mobiliser et être plus efficaces.

Pour connaître ce que sont les valeurs des Français et comment elles évoluent, les enquêtes quantitatives sont un outil décisif car elles reposent sur des échantillons représentatifs de toute la population, alors que souvent ce que l'on dit sur la société ne concerne que l'un de ses secteurs. Par exemple, on juge les valeurs des Français à travers l'observation des élites politiques, économiques et sociales. Ou à travers ce que l'on constate dans notre entourage, qui est bien sûr toujours situé socialement et pas équivalent à l'ensemble de la société.

Une enquête spécifique a été créée dès 1981 pour mesurer l'évolution des valeurs en Europe. Elle est l'œuvre de différents sociologues et politologues inquiets devant le déclin amorcé des valeurs traditionnelles<sup>2</sup>. Ils veulent pouvoir mesurer périodiquement les valeurs pour bien discerner leurs évolutions. L'enquête sera donc refaite en 1990, 1999, 2008 et 2017-2018, avec chaque fois un questionnaire très semblable pour faciliter des comparaisons dans le temps. Le questionnaire est très détaillé et porte sur les grands domaines de la vie : famille, travail, sociabilité, morale, religion, politique, économie... Au fil des vagues, le nombre de pays concernés s'est élargi et couvre aujourd'hui à peu près l'ensemble de l'Europe continentale, de l'Islande à la Russie, des pays scandinaves aux pays méditerranéens. De nombreuses publications ont été faites pour analyser les évolutions jusqu'aux années 2010, y compris dans *Futuribles* (voir encadré). Avec les données les plus récentes, un nouveau cycle de publications a commencé avec la sortie de *La France des valeurs*<sup>3</sup>.



2. Jean Stoetzel, à la fois universitaire et président fondateur de l'IFOP (Institut français d'opinion publique), premier institut de sondages français, est l'une des chevilles ouvrières de l'enquête. Il a publié le premier livre consacré aux résultats de l'enquête dans neuf pays de l'Europe de l'Ouest : *Les Valeurs du temps présent : une enquête européenne*, Paris : Presses universitaires de France (PUF), 1983.

3. BRÉCHON Pierre, GONTHIER Frédéric et ASTOR Sandrine (sous la dir. de), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble (Libres cours - politique), mai 2019.

## PRINCIPALES PUBLICATIONS SUR LES ENQUÊTES VALEURS DEPUIS 2009

### Ouvrages sur les valeurs des Français

- ▶ BRÉCHON Pierre, GONTHIER Frédéric et ASTOR Sandrine (sous la dir. de), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble (Libres cours - politique), mai 2019.
- ▶ BRÉCHON Pierre et TCHERNIA Jean-François (sous la dir. de), *La France à travers ses valeurs*, Paris : Armand Colin, 2009.
- ▶ BRÉCHON Pierre et GALLAND Olivier (sous la dir. de), *L'Individualisation des valeurs*, Paris : Armand Colin, 2010.
- ▶ GALLAND Olivier et ROUDET Bernard (sous la dir. de), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris : La documentation Française / INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire), 2012 (réédition : La documentation Française [Doc'en poche n° 34], 2014).

### Principales publications sur les valeurs des Européens

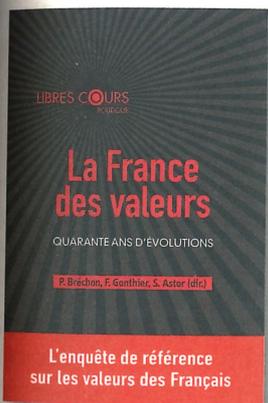
- ▶ « Les valeurs des Européens », numéro spécial, *Futuribles*, n° 395, juillet-août 2013 (coordonné par Pierre Bréchon).
- ▶ BRÉCHON Pierre et GONTHIER Frédéric (sous la dir. de), *Atlas des Européens. Valeurs communes et différences nationales*, Paris : Armand Colin et ARVAL / PACTE, 2013 (analysé in *Futuribles*, n° 401, juillet-août 2014, p. 131-132).
- ▶ BRÉCHON Pierre et GONTHIER Frédéric (sous la dir. de), *Les Valeurs des Européens. Évolutions et clivages*, Paris : Armand Colin (coll. U), 2014. Traduit en anglais : *European Values: Trends and Divides over Thirty Years*, Leiden : Brill, 2017.
- ▶ « Jeunes Européens : quelles valeurs en partage », *Agora Débats / Jeunes*, n° 67, mai 2014, p. 53-129 (dossier coordonné par Olivier Galland et Bernard Roudet).

P.B.

Cet article porte seulement sur les valeurs des Français : quelles évolutions de valeurs sont-elles repérables sur les 40 dernières années ? La société française est-elle autant en crise qu'on le dit souvent ?

## Le lien social n'est pas particulièrement menacé

Les Français ne se sont jamais fait spontanément confiance, à la différence de ce que l'on observe dans les pays scandinaves. Ils restent prudents à l'égard d'autrui. Mais le regard sur les autres ne se dégrade pas. En 1981, 22 % disaient faire spontanément confiance aux autres ; le pourcentage est aujourd'hui de 26 %. Une question posée pour la première fois en 2018 précise le diagnostic (tableau 1). La confiance est très étendue à l'égard des membres de sa famille et des personnes que l'on connaît personnellement, elle est encore assez développée à l'égard des voisins, des gens d'autre nationalité ou religion. La prudence s'exerce surtout à l'égard des individus que l'on rencontre pour la première fois. À leur égard, la confiance spontanée



**Tableau 1 — La confiance envers différentes catégories de personnes (en % verticaux)\***

| Confiance   | Votre famille | Gens connus | Vos voisins | Personne d'une autre nationalité | Personne d'une autre religion | Première rencontre |
|-------------|---------------|-------------|-------------|----------------------------------|-------------------------------|--------------------|
| Tout à fait | 70            | 38          | 17          | 10                               | 10                            | 2                  |
| Plutôt      | 23            | 54          | 58          | 57                               | 54                            | 32                 |

\*La différence entre les pourcentages et 100 dans chaque colonne correspond aux personnes déclarant ne pas faire confiance et aux non-réponses.

Source : *European Values Study (EVS)* 2018 pour la France.

reste minoritaire mais concerne quand même un tiers de la population, ce qui est important dans le climat de peur et de suspicion qui agite la France, comme beaucoup d'autres sociétés développées.

Les relations sociales dans le milieu associatif ne sont pas aussi florissantes que dans les pays scandinaves, mais elles sont plus développées que dans l'Europe du Sud. Le niveau est plutôt stable : 38 % adhéraient à au moins une association en 2008, 41 % aujourd'hui, touchant surtout au sport, aux loisirs et à la culture. Environ la moitié des adhérents (soit 22 % de l'échantillon) y ont une activité bénévole.

Plus intéressant encore : les valeurs de fraternité se développent plutôt. Parmi les qualités à encourager chez les enfants, 39 % sélectionnaient la générosité en 2008, 44 % aujourd'hui. Surtout, l'altruisme, mesuré par l'intérêt porté aux conditions de vie de différentes catégories de population, plus ou moins proches (des voisins à l'humanité entière) mais aussi plus ou moins défavorisées (des personnes âgées aux immigrés), est en progression assez nette en 2018, par rapport au niveau — stable — que l'on observait en 1999 et 2008 (tableau 2). Cette augmentation semble largement un effet de période, puisque le niveau d'altruisme progresse dans toutes les générations, mais plus particulièrement chez les jeunes, qui se montraient jusque-là plutôt moins compatissants à l'égard d'autrui.

Ce regain d'altruisme relativise fortement les poncifs récurrents sur la montée de l'individualisme. On peut y voir un effet de conjoncture : le sentiment que la crise économique de 2008 a fait progresser les inégalités et la pauvreté inciterait les Français à se sentir davantage concernés par les autres<sup>4</sup>. Mais cette évolution

**Tableau 2 — Évolution de l'altruisme\* de 1999 à 2018 (en % verticaux)**

|                  | 1999 | 2008 | 2018 |
|------------------|------|------|------|
| Beaucoup (9-20)  | 17   | 17   | 26   |
| Assez (21-25)    | 25   | 26   | 26   |
| Peu (26-30)      | 28   | 28   | 25   |
| Très peu (31-45) | 30   | 29   | 23   |

\*L'indice d'altruisme est construit par addition des réponses à neuf indicateurs, mesurant l'intérêt porté aux conditions de vie des voisins, gens de la région, concitoyens, Européens, humanité entière, personnes âgées, chômeurs, immigrés, malades ou handicapés. L'enquête pouvant répondre en cinq modalités, de beaucoup (1) à pas du tout (5), l'indice va de 9 à 45 ; il est découpé en quartiles pour 2018.

Source : *EVS* 2018 pour la France.

4. Cette hypothèse va à l'encontre de ce qui est le plus souvent avancé. Selon un raisonnement économique utilitariste, les crises économiques devraient produire du repli identitaire.

entes catégories de personnes

| Personne d'une autre religion | Première rencontre |
|-------------------------------|--------------------|
| 10                            | 2                  |
| 54                            | 32                 |

Personne correspond aux personnes déclarant

me un tiers de la population, ce de suspicion qui agite la France, pées.

ociatif ne sont pas aussi florisselles sont plus développées que stable : 38 % adhéraient à au ourd'hui, touchant surtout au oitié des adhérents (soit 22 %

aternité se développent plutôt. ants, 39 % sélectionnaient la t, l'altruisme, mesuré par l'in- ates catégories de population, ité entière) mais aussi plus ou mmigrés), est en progression stable — que l'on observait en

Tableau 2 — Évolution altruisme\* de 1999 à 2018 (en % verticaux)

|           | 1999 | 2008 | 2018 |
|-----------|------|------|------|
| up (9-20) | 17   | 17   | 26   |
| (21-25)   | 25   | 26   | 26   |
| (26-30)   | 28   | 28   | 25   |
| (31-45)   | 30   | 29   | 23   |

ltruisme est construit par addition des neuf indicateurs, mesurant l'intérêt conditions de vie des voisins, gens de citoyens, Européens, humanité en- omes âgées, chômeurs, immigrés, handicapés. L'enquête pouvant ré- cinq modalités, de beaucoup (1) à (5), l'indice va de 9 à 45 ; il est dé- antiles pour 2018.  
2018 pour la France.

avancé. Selon un raisonnement du repli identitaire.

pourrait être plus pérenne et liée à la montée de valeurs d'ouverture et de tolérance.

La tolérance est une valeur très forte depuis déjà longtemps dans la société française. À chaque vague de l'enquête, la tolérance et le respect des autres constituent les qualités les plus citées dans la liste de ce que l'on doit encourager chez les enfants. Les Français sont 85 % à vouloir une société de tolérance, ce qui ne veut pas dire qu'ils le soient toujours. La tolérance est très forte en matière de libéralisme des mœurs : chacun souhaite pouvoir faire ce qu'il veut dans sa vie privée — gérer comme il l'entend tout ce qui touche à la sexualité, au rapport au corps, à l'intimité (ce thème sera développé plus avant) et, du coup, il reconnaît aussi aux autres le droit de vivre comme ils le souhaitent.

Évidemment, la tolérance n'est pas forcément valorisée dans tous les domaines. On sait bien qu'il existe de la xénophobie et des discriminations à l'égard des étrangers. Mais sur le long terme, la xénophobie et les stéréotypes hostiles aux immigrés sont plutôt en baisse<sup>5</sup>. Le tableau 3 montre le genre de personnes qu'on ne voudrait pas avoir comme voisin. On constate qu'en permanence, ce sont les personnes dont on craint les déviances et les incivilités — les drogués et les alcooliques — qui sont le plus rejetés. Beaucoup de catégories ethno-religieuses ne semblent pas beaucoup réprochées, sauf les gitans, minorité dont certains craignent la petite délinquance. Mais si depuis 2008 la mise à distance des drogués et des alcooliques s'est renforcée dans un climat où la demande d'ordre public est plus forte, les gitans sont plutôt mieux tolérés et les autres catégories ethno-religieuses sont toujours peu réprochées.

La faible tolérance à l'égard des immigrés se constate beaucoup plus sur la question de l'accès à l'emploi. Les personnes approuvant le principe de

Tableau 3 — Les catégories de personnes que l'on ne voudrait pas avoir comme voisins\* (en %)

|   | 1981 | 1990 | 1999 | 2008 | 2018 |
|---|------|------|------|------|------|
| Des drogués                               | -    | 44   | 47   | 38   | 57   |
| Des gens portés sur la boisson            | 47   | 50   | 47   | 34   | 41   |
| Des gitans                                | -    | -    | 40   | 24   | 23   |
| Des musulmans                             | -    | 18   | 16   | 8    | 8    |
| Des homosexuels                           | -    | 24   | 15   | 7    | 7    |
| Des travailleurs étrangers / des immigrés | 6    | 13   | 12   | 4    | 9    |
| Des gens d'une autre race                 | 5    | 9    | 9    | 3    | 4    |
| Des juifs                                 | -    | 7    | 6    | 3    | 4    |

\*Dans la liste proposée de catégories, on peut retenir toutes celles que l'on veut. Le total des réponses est donc supérieur à 100.

Source : EVS 2018 pour la France.

5. Une fois de plus, cette tendance a été confirmée dans le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme : CNCDH, *La Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2018*, Paris : La documentation Française, 2019.

préférence nationale à l'embauche (tableau 4) étaient majoritaires en France jusqu'au début des années 2000. Depuis 2008, le chiffre a régressé d'un tiers mais est encore élevé (42 %). Il n'y a d'ailleurs qu'un petit tiers des Français pour refuser clairement cette pratique.

L'image des immigrés n'est pas aussi dégradée qu'on pourrait le croire dans le contexte d'arrivées importantes de réfugiés sur le continent européen et de débats publics tendus, envenimés par la droite radicale. L'enquête teste plusieurs opinions à travers des échelles en 10 positions (tableau 5). Même si le jugement négatif est plus important concernant le poids que les immigrés feraient peser sur la Sécurité sociale, les réponses à tous ces indicateurs sont très corrélées entre elles et aussi avec la question précédente sur la préférence nationale à l'embauche. On observe une très grande stabilité des opinions au cours des 10 dernières années.

La position nuancée des Français sur le sujet apparaît encore dans un dernier indicateur : 27 % jugent très ou assez bon l'impact des personnes qui viennent vivre en France sur le développement du pays, 45 % hésitent, alors que 25 % pensent que l'effet est très ou assez mauvais.

Tous ces résultats sur les liens sociaux montrent qu'il y a beaucoup de dynamiques positives dans la société française. Les fractures — qui semblent abyssales à écouter les médias — ne sont pas aussi fortes qu'on le dit<sup>6</sup>. La

**Tableau 4 — Préférence nationale dans l'accès à l'emploi (en % verticaux)**  
Réponse à la question « Quand les emplois sont rares, les employeurs devraient embaucher en priorité des Français »

|                              | 1990 | 1999 | 2008 | 2018 |
|------------------------------|------|------|------|------|
| Tout à fait d'accord         | 61   | 53   | 41   | 21   |
| Assez d'accord               |      |      |      | 21   |
| Ni d'accord, ni pas d'accord | 6    | 10   | 4    | 16   |
| Plutôt pas d'accord          |      |      |      | 17   |
| Pas d'accord du tout         | 30   | 35   | 54   | 14   |

Source : EVS 2018 pour la France.

**Tableau 5 — Jugements sur les immigrés (en % verticaux pour chaque dimension)\***

|  | 2008 | 2018 |
|--|------|------|
| Les immigrés prennent les emplois des Français                         | 26   | 25   |
| Les immigrés ne prennent pas les emplois des Français                  | 46   | 48   |
| Les immigrés accentuent les problèmes de criminalité                   | 32   | 31   |
| Les immigrés n'accroissent pas les problèmes de criminalité            | 39   | 38   |
| Les immigrés sont une charge pour la Sécurité sociale d'un pays        | 46   | 47   |
| Les immigrés ne sont pas une charge pour la Sécurité sociale d'un pays | 27   | 29   |

\*Pour ces trois échelles en 10 positions, on a totalisé d'un côté les réponses aux notes 1 à 4, de l'autre les choix de 7 à 10. Les positions moyennes et les sans-réponses ne figurent pas dans le tableau.

Source : EVS 2018 pour la France.

6. Jérôme Fourquet, dans *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée* (Paris : Seuil, 2019), s'est fait l'écho de ces fractures. Sa position de sondeur sur l'actualité politique conjoncturelle favorise une perception clivée et pessimiste.

France de l'après-guerre était beaucoup plus clivée que celle d'aujourd'hui<sup>7</sup>. Le conflit de classes imprégnait fortement les esprits : deux mondes se viciaient en opposition frontale de valeurs. Mais aujourd'hui, il y a surtout multiplication des oppositions ciblées sur des problèmes particuliers entre des groupes sociaux et politiques multiples, dans une société moins conformiste et plus critique qu'autrefois.

## Un domaine privé épanouissant, un espace public angoissant

Les Français, s'ils ne sont pas les plus sociables des Européens, sont nombreux à se déclarer heureux de leur sort (tableau 6). On observe même, au fil des décennies, une croissance de la proportion de personnes très heureuses (et pas seulement assez heureuses).

**Tableau 6 — Évolution du sentiment de bonheur (% verticaux)**

|                     | 1981 | 1990 | 1999 | 2008 | 2018 |
|---------------------|------|------|------|------|------|
| Très heureux        | 19   | 26   | 31   | 34   | 34   |
| Assez heureux       | 70   | 66   | 59   | 56   | 57   |
| Pas très heureux    | 8    | 7    | 8    | 8    | 8    |
| Pas heureux du tout | 2    | 1    | 1    | 2    | 1    |

Source : EVS 2018 pour la France.

Un deuxième indicateur mesure la satisfaction de sa vie sur une échelle de 1 (très satisfait) à 10 (pas du tout satisfait). Même si l'évolution n'est pas aussi forte que sur le sentiment d'être heureux, la moyenne est passée de 6,7 en 1981 à 7,2 en 2018. Cette évolution à la hausse du sentiment de bonheur n'est pas propre à la France. Elle est aussi observable dans d'autres pays<sup>8</sup> et semble s'expliquer par le niveau de développement économique du pays. À mesure que celui-ci a augmenté, le sentiment de bonheur a aussi progressé. Et aujourd'hui, le sentiment de bonheur est plus fréquent dans les pays riches de l'Europe de l'Ouest que dans les pays pauvres de l'Europe de l'Est.

À l'intérieur de chaque pays, les variables les plus discriminantes du sentiment de bonheur sont l'appréciation portée sur sa santé, et le sentiment de maîtriser sa vie<sup>9</sup> et pouvoir décider de son devenir. Lorsqu'on a le sentiment

7. Au plan politique, le parti communiste, avec un programme beaucoup plus radical qu'aujourd'hui, représentait 25 % du corps électoral et les gaullistes à peu près autant. Il était donc très difficile de trouver une majorité pour gouverner avec des partis émiettés allant du centre gauche au centre droit.

8. Ronald Inglehart, dans *Les Transformations culturelles. Comment les valeurs des individus bouleversent le monde ?*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble (Libres cours - politique), novembre 2018 (traduction de *Cultural Evolution: People's Motivations are Changing, and Reshaping the World*, Cambridge : Cambridge University Press, mars 2018), y consacre son chapitre 8, « Les nouvelles sources du bonheur » — voir aussi l'analyse de ce livre, par Pierre Bréchon, in *Futuribles*, n° 428, janvier-février 2019, p. 17-31.

9. Mesuré par une échelle en 10 positions pour indiquer « Dans quelle mesure vous vous sentez libre du choix et du contrôle dont se déroule votre vie », la position 1 correspondant à « pas du tout libre » et 10 à « tout à fait libre ».

### Préférence nationale à l'emploi (en % verticaux)

Question « Quand les emplois sont à pourvoir, les employeurs devraient embaucher en priorité des Français »

|  | 1990 | 1999 | 2008 | 2018 |
|--|------|------|------|------|
|  | 61   | 53   | 41   | 21   |
|  | 6    | 10   | 4    | 16   |
|  | 30   | 35   | 54   | 17   |
|  |      |      |      | 14   |

Source : EVS 2018 pour la France.

Les préférences importantes de réfugiés et de personnes tendues, envenimés par la crise, à travers des échelles en questionnaires, le négatif est plus important que le positif. Sur la Sécurité sociale, les opinions sont divisées entre elles et aussi avec les médias à l'embauche. On observe une évolution des 10 dernières années.

Le sujet apparaît encore dans un sondage sur l'impact des personnes étrangères sur le pays, 45 % hésitent, 35 % pas assez mauvais.

Il y a beaucoup de fractures — qui semblent se creuser aussi fortes qu'on le dit<sup>6</sup>. La

### Immigrés (dimension)\*

|  | 2008 | 2018 |
|--|------|------|
|  | 26   | 25   |
|  | 46   | 48   |
|  | 32   | 31   |
|  | 39   | 38   |
|  | 46   | 47   |
|  | 27   | 29   |

\* Réponses aux notes 1 à 4, de l'autre côté du tableau.

La France est une nation multiple et divisée (Paris : ... sondeur sur l'actualité politique

d'être en bonne santé, on a toutes chances de se déclarer au moins assez heureux. Mais la relation causale peut aller dans les deux sens. Si on se sent heureux, on a aussi plus facilement le sentiment d'être en bonne santé. Le sentiment de maîtriser sa vie est aussi très explicatif : lorsqu'on estime avoir le libre choix de la vie qu'on mène, ne pas être sous la contrainte de déterminismes implacables, on se déclare aussi nettement plus souvent heureux<sup>10</sup>. Le sentiment de maîtrise a d'ailleurs augmenté : 48 % se situaient sur les notes 7 à 10 en 1981, 63 % en 2018. C'est une marque de l'importance de la culture de l'individualisation en France, point qui sera développé plus avant.

Si les Français se disent heureux, ils trouvent pourtant que la société va mal<sup>11</sup>, en particulier le système politique : sur une échelle de 1 à 10, la satisfaction à l'égard du système politique n'est que de 4,7 alors qu'elle est de 7,2 pour la satisfaction de sa vie. On peut trouver cet écart de perception paradoxal si on estime que l'on ne peut pas être heureux quand la société va mal et que les gens ne peuvent être heureux que dans une société qui se porte bien. Mais en fait, beaucoup jugent différemment les deux domaines du fait de la différence de sentiment de maîtrise que l'on peut y éprouver : alors que beaucoup ont le sentiment qu'ils contrôlent leur univers personnel, ils ressentent au contraire une impossibilité de maîtrise de la vie sociale et politique, ce qui est source de frustration.

Cet écart de jugement entre espace privé et public s'observe aussi à l'égard des libertés individuelles. Chacun veut être libre de décider et choisir

**Tableau 7 — Libertés de choix dans l'espace privé mais ordre nécessaire dans l'espace public\* (en %)**

|   | 1981 | 2008 | 2018 |
|---|------|------|------|
| Divorce   | 5,3  | 6,5  | 7,4  |
| Fécondation <i>in vitro</i>                             | -    | 6,8  | 7,2  |
| Homosexualité   | 3,2  | 5,5  | 6,8  |
| Avortement  | 4,9  | 5,7  | 6,8  |
| Euthanasie  | 4,7  | 6,6  | 6,7  |
| Suicide   | 3,5  | 4,1  | 4,5  |
| Demander des indemnités au-delà de ce à quoi on a droit | 3,3  | 3,8  | 3,7  |
| Ne pas payer le billet dans le train ou l'autobus       | 2,5  | 2,6  | 2,7  |
| Consommer de la drogue                                  | 1,8  | 2,0  | 2,4  |
| Tricher dans sa déclaration d'impôts                    | 3,2  | 2,5  | 2,0  |
| Accepter un pot-de-vin                                  | 2,5  | 2,0  | 1,8  |

\*Pour chacun des comportements listés dans le tableau, les enquêtés pouvaient se situer sur une échelle allant de 1 « jamais justifié » à 10 « toujours justifié ». Le tableau présente la moyenne des réponses.  
Source : EVS 2018 pour la France.

10. Les personnes qui se déclarent très heureuses affichent une moyenne de 7,5 sur 10 au sentiment de maîtriser sa vie, contre seulement 3,8 pour celles qui se considèrent pas du tout heureuses.

11. On l'avait déjà montré sur les données françaises de la vague précédente : voir BRÉCHON Pierre, « Je vais bien, le système politique va mal », in Pierre BRÉCHON et Jean-François TCHERNIA (sous la dir. de), *La France à travers ses valeurs, op. cit.*, p. 47-54.

## SE SENTIR MAL DANS UNE FRANCE QUI VA BIEN

Tel est le titre du dernier livre du démographe Hervé Le Bras<sup>1</sup> qui révèle, selon l'analyse qu'en fait Alexandre Mirlicourtois<sup>2</sup>, « que c'est en effet un paradoxe national, les Français sont les plus pessimistes d'Europe, alors que sur de nombreux critères essentiels, la France fait mieux, voire beaucoup mieux, que ses voisins ».

C'est le cas en matière d'inégalité et de pauvreté puisque cette dernière, calculée à 60 % du revenu médian de chaque pays, situe la France à la sixième place des pays où le taux de pauvreté est le plus faible, juste derrière la République tchèque, la Finlande, le Danemark, la Slovaquie et les Pays-Bas. Toujours en se fondant sur le livre d'Hervé Le Bras, Alexandre Mirlicourtois souligne que parmi les pays européens les plus peuplés, la France enregistre le taux de pauvreté le plus faible devant l'Allemagne, le Royaume-Uni, et très loin devant l'Espagne et l'Italie : la pauvreté y est « moins intense ». Sans doute, relève l'auteur, cet heureux résultat tient-il notamment aux transferts sociaux qui permettent de redistribuer le produit des prélèvements opérés sur les 20 % les plus riches vers les 20 % les plus pauvres...

Poursuivant l'analyse, l'auteur ne manque pas de souligner que l'espé-

rance de vie, surtout celle des femmes, place la France au troisième rang mondial derrière les Japonaises et les Espagnoles. De là à dire que tout va pour le mieux en France, sinon dans la tête des Français, il y a un pas à franchir dont il faut se garder. Le problème du logement vient aussitôt à l'esprit : il manquerait ainsi un million de logements en France. Mais le surpeuplement des logements, qui concerne 2,8 % des logements irlandais mais 47 % des logements roumains, situe la France au 10<sup>e</sup> rang des pays les moins touchés par ce fléau. Reste le prix du logement, mais alors que 10,4 % de la population de l'Union européenne consacrent 40 % ou plus de leur revenu disponible au logement, en France, cette proportion tombe à 4,7 % (n'oublions pas cependant que les dépenses contraintes dites préengagées des ménages français liées au logement sont passées de moins de 10 % en 1960 à près de 23 % de leur revenu brut disponible en 2017<sup>3</sup>).

Alexandre Mirlicourtois achève son analyse par cette belle citation de Talleyrand : « quand je me regarde je me désole, quand je me compare je me console ».

Hugues de Jovenel,  
*Futuribles*

1. LE BRAS Hervé, *Se sentir mal dans une France qui va bien. La société paradoxale*, La Tour d'Aigues : éd. de l'Aube, mai 2019.

2. MIRLICOURTOIS Alexandre, « Les Français vont mal dans un pays qui va bien mieux qu'ailleurs », *Xerfi Canal*, 15 mai 2019. URL : [https://www.xerficanal.com/economie/emission/Alexandre-Mirlicourtois-Les-Francais-vont-mal-dans-un-pays-qui-va-bien-mieux-qu-ailleurs\\_3747290.html](https://www.xerficanal.com/economie/emission/Alexandre-Mirlicourtois-Les-Francais-vont-mal-dans-un-pays-qui-va-bien-mieux-qu-ailleurs_3747290.html). Consulté le 22 mai 2019.

3. Source : INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), comptes nationaux, base 2014, in *L'Économie française. Comptes et dossiers, édition 2018*, Paris : INSEE Références, 2018, p. 38.

comment il oriente sa vie, notamment en matière familiale et de sexualité, mais également par rapport au choix existentiel de vivre ou de mourir comme il l'entend. En 40 ans, la légitimité du recours au divorce, à l'avortement, la légitimité de l'homosexualité, de l'euthanasie et en partie du suicide ont énormément progressé (tableau 7).

se déclarer au moins assez  
les deux sens. Si on se sent  
d'être en bonne santé. Le  
catif : lorsqu'on estime avoir  
sous la contrainte de déter-  
ment plus souvent heureux<sup>10</sup>.  
: 48 % se situaient sur les  
marque de l'importance de  
ni sera développé plus avant.

pourtant que la société va  
ne échelle de 1 à 10, la satis-  
e 4,7 alors qu'elle est de 7,2  
t écart de perception para-  
eux quand la société va mal  
s une société qui se porte  
les deux domaines du fait  
on peut y éprouver : alors  
leur univers personnel, ils  
maîtrise de la vie sociale et

public s'observe aussi à  
libre de décider et choisir

| Espace privé<br>public* (en %) |      |      |      |
|--------------------------------|------|------|------|
|                                | 1981 | 2008 | 2018 |
|                                | 5,3  | 6,5  | 7,4  |
|                                | -    | 6,8  | 7,2  |
|                                | 3,2  | 5,5  | 6,8  |
|                                | 4,9  | 5,7  | 6,8  |
|                                | 4,7  | 6,6  | 6,7  |
|                                | 3,5  | 4,1  | 4,5  |
|                                | 3,3  | 3,8  | 3,7  |
|                                | 2,5  | 2,6  | 2,7  |
|                                | 1,8  | 2,0  | 2,4  |
|                                | 3,2  | 2,5  | 2,0  |
|                                | 2,5  | 2,0  | 1,8  |

ouvaient se situer sur une échelle  
e la moyenne des réponses.

ne moyenne de 7,5 sur 10 au  
qui se considèrent pas du tout

ue précédente : voir BRÉCHON  
re BRÉCHON et Jean-François  
P. 47-54.

Le bas du tableau teste — avec la même échelle de 1 à 10 — des comportements qui ont des conséquences dans l'espace public. En la matière, on n'observe pas d'attitude plus libérale qu'autrefois, sauf légèrement pour la consommation de drogue et la demande d'indemnités indues. La rigueur a en fait quelque peu augmenté pour la fraude en col blanc. Chacun veut être libre dans sa vie privée mais souhaite aussi que l'ordre public soit assuré, ce qui suppose que chacun respecte des règles de civilité et même de civisme.

## ***L'individualisation, dans tous les domaines de la vie***

Le processus d'individualisation, donc d'autonomie des choix individuels, ne concerne pas que la maîtrise de son environnement social, le libéralisme des mœurs et la vie privée. On peut en observer les effets dans tous les domaines de la vie. Ainsi, la famille a beaucoup évolué.

### ***Des formes de famille de plus en plus diversifiées, bâties sur les relations interpersonnelles***

Alors que la famille traditionnelle, conjugale et hétérosexuelle, était perçue comme un cadre identique s'imposant pratiquement à tout le monde, avec des différences nettes entre les rôles masculin et féminin, cette « institution » est devenue beaucoup plus relative et beaucoup moins institutionnalisée (21 % des couples vivent en union libre, 7 % sont pacsés). De nombreuses familles sont monoparentales<sup>12</sup> et on observe de fréquentes recompositions après séparation ou divorce. Chacun veut vivre des formes épanouissantes de famille, construites dans des relations riches avec les autres membres du groupe familial. L'égalité dans le couple est une volonté très forte, même si elle est loin d'être toujours mise en œuvre. Avoir des enfants est toujours considéré comme important, cela doit participer à l'épanouissement familial et non pas être un simple devoir social.

Cependant, l'importance de l'enfant est plutôt en baisse. De 1981 à 2008, environ deux enquêtés sur trois jugeaient qu'avoir des enfants était très important pour le succès de la vie conjugale<sup>13</sup>. Le pourcentage est tombé à 53 % en 2018 (avec de forts écarts générationnels, de 38 % chez les 18-29 ans à 67 % chez les plus de 70 ans). La fin de la culture du devoir au profit de celle des droits pourrait, à terme, faire baisser la fécondité. Mais cela n'a rien d'automatique. On a d'ailleurs vu se développer, en France, un mini *baby-boom* des années 1995 à 2010 environ, alors que la culture d'individualisation avait commencé à se développer<sup>14</sup>. Et certaines sociétés, beaucoup

12. Selon l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), le pourcentage de familles monoparentales est passé de 9 % en 1975 à 23 % en 2014.

13. En 2018, 17 % estiment la présence d'enfants pas très importante pour le succès du couple, contre 8 % en 1981.

14. Ce qui montre que la volonté affirmée de maîtriser sa fécondité n'aboutit pas nécessairement à sa réduction. L'individualisation ne conduit pas à l'individualisme étroit. La culture du choix n'a rien à voir avec l'égoïsme utilitaire.

plus traditionnelles que la France — par exemple l'Italie — ont des taux de fécondité très bas, alors que la France conserve un taux élevé (environ 1,9), le plus fort de l'Union européenne avec ceux de la Suède et de l'Irlande.

### *Un travail qui ait du sens, pas seulement un gagne-pain*

Le travail, domaine où la liberté des salariés est plutôt faible, est cependant un lieu où les attentes d'autonomie et de réalisation personnelle sont fortes. Une question proposant six caractéristiques d'un travail, trois pour des attentes matérielles, trois pour des dimensions plus qualitatives et expressives, permet de bien mesurer la hiérarchie des choix (tableau 8). Si les Français sont loin de mésestimer les aspects matériels d'un travail, au premier chef le niveau de salaire, les dimensions qualitatives sont davantage soulignées : le travail doit être valorisant pour celui qui l'exerce, le salarié doit y trouver un enrichissement personnel.

Tableau 8 — Les attentes à l'égard du travail en 2018 (en %)

|                                      | Les six caractéristiques testées                           | Cité |
|--------------------------------------|--|------|
| Attentes qualitatives et expressives | Un travail qui donne l'impression de réussir quelque chose | 78   |
|                                      | On a des responsabilités                                   | 61   |
|                                      | On a de l'initiative                                       | 55   |
| Attentes de type matériel            | On gagne bien sa vie                                       | 72   |
|                                      | L'horaire est satisfaisant                                 | 46   |
|                                      | Il y a de bonnes vacances                                  | 30   |

Source : EVS 2018 pour la France.

### *Libéralisme économique mais fort attachement à un État protecteur*

En matière économique, la liberté est aussi une valeur prisée, tout particulièrement par ceux qui se sont mis à leur compte. Les Français sont plutôt favorables à la concurrence entre acteurs économiques, les individus sont responsables de leur subsistance et ne doivent pas tout attendre des pouvoirs publics. Mais, en même temps, l'État doit réduire les inégalités de revenus entre les individus et permettre la satisfaction des besoins de base pour tous. Le libéralisme économique est donc tempéré par le fort attachement aux acquis sociaux et aux bienfaits de l'État-providence. L'attrait du libéralisme économique était de fait plus fort dans la décennie 1990-2000. On observe aujourd'hui une soif d'égalité alors qu'on vit dans un pays où les inégalités, quoique importantes, sont plutôt plus faibles que dans d'autres contrées.

### *Une participation politique en hausse, en lien avec une culture politique plus critique*

L'individualisation concerne aussi le domaine politique. Les Français ont plutôt davantage d'opinions qu'autrefois, ils veulent avoir davantage leur

mot à dire sur les décisions et se révèlent plus critiques à l'égard des institutions et des élites. Autrefois, les citoyens étaient assez conformistes et respectueux de leurs élus. Leur participation politique se limitait très souvent à leur vote par sentiment du devoir civique, ne s'intéressant ensuite plus beaucoup à la politique jusqu'à la campagne électorale suivante. Le vote devient moins fréquent du fait de l'évolution de son sens, étant de plus en plus perçu comme un droit qu'on exerce si on est convaincu qu'un candidat mérite d'être soutenu, et non plus comme un devoir qu'on exécute même quand on ne comprend pas les enjeux politiques.

Aujourd'hui, le contrôle des élus par les citoyens actifs est plus important. L'action protestataire s'est développée, tout particulièrement avec la multiplication des pétitions (tableau 9). Mais la progression du nombre de personnes ayant déjà manifesté est aussi importante. Le *boycott* — forme d'action assez récente — se développe plus lentement. Et la grève dite « sauvage » — formule peut-être discutable — est stable. Les Français sont volontiers protestataires mais pas radicaux au point de contester de façon violente l'ordre social. L'illégalité et la violence que se permettent les principaux groupes protestataires sont généralement contrôlées, de manière à être visibles dans les médias sans dégâts trop importants.

**Tableau 9 — Proportion des répondants déclarant avoir déjà participé à différentes actions protestataires (en %)**

|  | 1981 | 1990 | 1999 | 2008 | 2018 |
|--|------|------|------|------|------|
| Signer une pétition                        | 43   | 51   | 67   | 64   | 65   |
| Prendre part à une manifestation autorisée | 25   | 31   | 38   | 42   | 41   |
| Participer à un <i>boycott</i>             | 10   | 11   | 12   | 16   | 18   |
| Participer à une grève sauvage             | 10   | 9    | 12   | 12   | 9    |

Source : EVS 2018 pour la France.

L'augmentation des comportements protestataires s'est jouée au cours des deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les niveaux étant depuis stabilisés. Il semble bien que l'augmentation ait d'abord été le fait des générations du *baby-boom* qui ont initié une culture beaucoup moins conformiste qui a continué à se diffuser dans les générations suivantes. Il y a aujourd'hui peu d'écart selon les âges dans la propension à l'action protestataire. Seuls les 18-23 ans, pas complètement insérés dans la vie active, et les plus de 75 ans, nés avant ou pendant la Seconde Guerre mondiale, connaissent des niveaux de participation plus bas que les autres catégories d'âge.

### ***Des institutions inégalement appréciées***

La culture plus critique ne conduit pas à une contestation généralisée des institutions comme on le dit trop souvent. Pour 18 organisations, le questionnaire demande si on accorde à chacune une « grande confiance », une « certaine confiance », « peu de confiance », « pas de confiance du tout ». Certes, la confiance sans partage est plutôt peu fréquente : le maximum est

us critiques à l'égard des insti-  
aient assez conformistes et res-  
politique se limitait très souvent  
, ne s'intéressant ensuite plus  
électorale suivante. Le vote de-  
son sens, étant de plus en plus  
convaincu qu'un candidat mé-  
voir qu'on exécute même quand

oyens actifs est plus important.  
particulièrement avec la multi-  
progression du nombre de per-  
tante. Le *boycott* — forme d'ac-  
ent. Et la grève dite « sauvage »  
e. Les Français sont volontiers  
ontester de façon violente l'ordre  
mettent les principaux groupes  
de manière à être visibles dans

#### éclarant avoir déjà participé ataires (en %)

|  | 1990 | 1999 | 2008 | 2018 |
|--|------|------|------|------|
|  | 51   | 67   | 64   | 65   |
|  | 31   | 38   | 42   | 41   |
|  | 11   | 12   | 16   | 18   |
|  | 9    | 12   | 12   | 9    |

estataires s'est jouée au cours  
les niveaux étant depuis stabi-  
d'abord été le fait des généra-  
beaucoup moins conformiste  
ations suivantes. Il y a aujour-  
pension à l'action protestataire.  
és dans la vie active, et les plus  
Guerre mondiale, connaissent  
s autres catégories d'âge.

#### appréciées

ne contestation généralisée des  
Pour 18 organisations, le ques-  
une « grande confiance », une  
, « pas de confiance du tout ».  
peu fréquente : le maximum est

Tableau 10 — Font une grande ou assez grande confiance  
aux institutions de 1981 à 2018 (en %)

|                                     | 1981 | 1990 | 1999 | 2008 | 2018 |
|-------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Le système de santé                 | -    | -    | 77   | 80   | 84   |
| Le système d'enseignement           | 55   | 61   | 68   | 76   | 80   |
| Le système de sécurité sociale      | -    | 67   | 66   | 74   | 70   |
| La police                           | 64   | 65   | 66   | 73   | 80   |
| L'armée                             | 54   | 54   | 61   | 72   | 79   |
| L'Église                            | 54   | 48   | 44   | 42   | 42   |
| L'administration                    | 50   | 46   | 44   | 60   | 59   |
| Le système judiciaire               | -    | -    | 45   | 55   | 54   |
| Le Parlement                        | 48   | 43   | 39   | 45   | 36   |
| Le gouvernement                     | -    | -    | -    | 31   | 31   |
| Les organisations environnementales | -    | -    | -    | 65   | 64   |
| Les grandes entreprises             | 42   | 60   | 45   | 44   | 44   |
| Les syndicats                       | 36   | 30   | 33   | 41   | 37   |
| La presse                           | 31   | 37   | 35   | 38   | 29   |
| Les médias sociaux                  | -    | -    | -    | -    | 14   |
| Les partis politiques               | -    | -    | -    | 18   | 14   |
| L'Organisation des Nations unies    | -    | -    | 51   | 57   | 58   |
| L'Union européenne                  | -    | 65   | 46   | 47   | 50   |

Source : EVS 2018 pour la France.

atteint pour l'armée avec 27 %, mais tombe à 3 % pour les syndicats, la presse et le Parlement, à 1 % ou 2 % pour les partis politiques et les médias sociaux. L'absence totale de confiance est aussi plutôt assez rare. Ce sont donc les positions moyennes (certaine confiance et peu confiance) qui récoltent une majorité des réponses, indiquant une modération dans les appuis comme dans les critiques.

Néanmoins, on peut aller plus loin en considérant quelles sont les institutions les plus plébiscitées et les plus rejetées (tableau 10). En haut du tableau, on voit que les institutions les plus représentatives de l'État-providence — système de santé, enseignement, Sécurité sociale — sont l'objet d'un fort soutien, soit stable, soit en progression. Les institutions de maintien de l'ordre — armée et police — sont aussi objet de forte confiance, également croissante ces dernières décennies.

En revanche, les institutions représentant le pouvoir politique, notamment la démocratie représentative — Parlement, gouvernement — ne sont l'objet que d'une assez faible confiance, en baisse de 12 points pour l'institution parlementaire de 1981 à 2018. Et les corps intermédiaires entre le pouvoir et la population — entreprises, syndicats, presse, médias sociaux, partis politiques — ne sont guère plus appréciés. Seules les associations environne-mentales jouissent d'un fort capital de sympathie.

On ne peut donc pas parler d'un désamour général des institutions. On doit au contraire souligner l'assez forte stabilité du « palmarès » de la confiance.

Les Français sont plus mobilisés en faveur des organisations publiques qui les protègent et leur assurent un accès en principe égalitaire à des biens publics essentiels, qu'aux institutions les plus centrales d'une démocratie, le Parlement et les corps intermédiaires.

### **La religion en perte de vitesse**

Cette montée de l'individualisation va de pair avec la baisse des pratiques et des croyances religieuses. L'univers des religions est lié aux valeurs traditionnelles et la soumission à un dieu imposant des comportements moraux codifiés va tendanciellement à l'encontre de la culture du libre choix de l'individu dans tous les domaines de sa vie <sup>15</sup>. Et de fait, on a pu vérifier que plus on est intégré à une religion, moins on valorise l'individualisation.

Si le catholicisme reste la religion la plus fréquente dans la population française, son recul est très important (tableau 11) : seulement un tiers de la population se déclare aujourd'hui catholique contre 70 % en 1981. Et l'assistance régulière à la messe est devenue rare. Les autres religions se sont au contraire développées, du fait de l'arrivée de populations immigrées, notamment musulmanes, qui se révèlent nettement plus pratiquantes et croyantes que les catholiques. En raison du recul catholique, les sans-religion et les athées convaincus sont devenus majoritaires. Et ce sont eux qui sont les plus fervents défenseurs des valeurs d'individualisation. La France est un des pays les plus sécularisés et individualisés d'Europe.

Si on considère la croyance en Dieu, le recul est moins important : celle-ci baisse de 61 % en 1981 à 50 % aujourd'hui, mais avec une intensité de conviction très variable : 29 % des Français jugent Dieu plutôt important dans leur vie (positions 7 à 10 sur une échelle). Seulement 19 % disent aujourd'hui croire en un dieu personnel, les autres croyant plutôt à « une sorte d'esprit ou de force vitale ». Au fond, les croyances ne disparaissent pas mais elles deviennent plus flottantes et sur un mode plus possibiliste que certain. L'indifférence religieuse est très forte sans toujours impliquer

**Tableau 11 — Intégration à une religion ou non (en % verticaux)**

|   | 1981 | 1990 | 1999 | 2008 | 2018 |
|---|------|------|------|------|------|
| Catholique pratiquant mensuel           | 17   | 15   | 10   | 9    | 7    |
| Catholique pratiquant aux grandes fêtes | 12   | 14   | 12   | 10   | 6    |
| Catholique non pratiquant               | 41   | 28   | 31   | 23   | 19   |
| Autre religion                          | 3    | 4    | 5    | 8    | 10   |
| Sans appartenance déclarée              | 18   | 29   | 30   | 33   | 37   |
| Athée convaincu                         | 9    | 10   | 12   | 17   | 21   |

Source : EVS 2018 pour la France.

15. D'ailleurs les religions condamnent très souvent la culture contemporaine, jugée « subjective » et « individualiste », centrée sur un sujet autonome dont la « réalisation dépend de ses seules forces » (texte de la Congrégation pour la doctrine de la foi, publié par le Vatican en 2018).

une extériorité totale par rapport aux religions. Tout comme l'individualisation croissante, la religiosité déclinante a toutes chances de se poursuivre dans les décennies à venir.

## Une culture démocratique qui n'est pas sans faille

La profondeur de l'attachement aux valeurs démocratiques n'est en fait pas aussi assurée qu'on pourrait le croire, dans un pays qui s'enorgueillit d'avoir été en avance dans la défense des libertés fondamentales. Mais on sait qu'entre les espoirs démocratiques suscités par les révolutions et leur mise en œuvre, il y a souvent un abyme. Entre-temps, la Révolution accouche parfois de la Terreur.

Il faut d'abord souligner que la définition de ce qu'est une démocratie n'est pas totalement consensuelle (tableau 12). Si les éléments attendus d'une démocratie représentative sont bien ceux qui sont le plus retenus par l'opinion publique, on voit que certaines caractéristiques économiques sont aussi fortement mises en avant. Pour certains, la démocratie tend à être identifiée avec l'égalité économique d'une société.

Quoi qu'il en soit de cette définition, 85 % jugent important de vivre dans un pays gouverné démocratiquement<sup>16</sup>. La soif d'expression des opinions et la possibilité d'avoir son mot à dire sur les décisions politiques sont très fortes, comme tous les sondages sur la possibilité d'organiser des référendums le montrent aussi depuis déjà longtemps.

Mais les Français hésitent beaucoup à reconnaître que la France est gouvernée démocratiquement (52 % l'affirment). Pire encore, seulement 26 % se disent satisfaits de la manière dont fonctionne le système politique en France. Il semble donc y avoir beaucoup d'attentes démocratiques générant

Tableau 12 — Les caractéristiques essentielles d'une démocratie\* (en %)

|                      |   | 7-8 | 9-10 | Total |
|----------------------|---|-----|------|-------|
| Dimension politique  | Les femmes ont les mêmes droits que les hommes          | 62  | 15   | 77    |
|                      | Les dirigeants sont choisis lors d'élections libres     | 20  | 49   | 69    |
|                      | Les droits civiques protègent de l'oppression de l'État | 27  | 30   | 57    |
| Dimension économique | L'État donne des aides aux chômeurs                     | 33  | 22   | 56    |
|                      | L'État assure l'égalité des revenus entre individus     | 28  | 19   | 47    |
|                      | Plus d'impôts aux riches, plus d'aides aux pauvres      | 17  | 23   | 41    |

\*Pour neuf caractéristiques, chacun devait se positionner sur une échelle allant de 1 à 10, selon qu'il juge l'aspect considéré pas du tout (1) ou tout à fait essentiel (10). Trois caractéristiques correspondant plutôt à des systèmes non démocratiques — jugés peu essentiels par les enquêtés — ne sont pas présentées ici.

Source : EVS 2018 pour la France.

16. Ils choisissent les notes 7 à 10 d'une échelle allant de 1 à 10. Les deux questions suivantes sont mesurées de la même manière.

**Tableau 13 — Les différents systèmes politiques jugés très ou assez bons (en % horizontaux\*)**

|  | Très bon | Assez bon |
|--|----------|-----------|
| Un système politique démocratique  | 55       | 34        |
| Que des experts — et non un gouvernement — décident le meilleur pour le pays | 8        | 40        |
| Un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections      | 5        | 18        |
| Que l'armée dirige le pays   | 4        | 9         |

\*La différence entre la somme des % par ligne et 100 représente les réponses assez et très mauvaises, plus les non-réponses.  
Source : EVS 2018 pour la France.

beaucoup de désillusions car la réalité du fonctionnement ne serait pas à la hauteur de l'idéal. Mais les Français veulent-ils réellement plus de démocratie ?

Quand on les interroge sur différents systèmes politiques (tableau 13), leur attachement à la démocratie se confirme (89 % de jugements positifs dont 55 % pour la réponse de plus fort soutien). Mais ce qui est troublant, c'est que près d'un Français sur deux trouve également pertinent un système d'experts technocratiques, près d'un quart juge au moins assez positivement un système autoritaire et 13 % un gouvernement des militaires.

Autrement dit, pour beaucoup, l'attachement à la démocratie n'est pas exclusif de la sympathie envers d'autres systèmes. Un indice cumulatif permet de le quantifier (tableau 14). Les « démocrates exclusifs » ne constituent donc que 41 % de la population, pourcentage stable depuis 20 ans. Cela montre que les sentiments en faveur de la démocratie peuvent être de façade et mélangés au soutien d'autres systèmes. On peut donc craindre que, dans une période de fort pessimisme comme celle qui prévaut actuellement, certains soient tentés par un système non démocratique. La démocratie fonctionnant mal selon eux, pourquoi ne pas essayer un gouvernement des experts, un *leader* autoritaire ou même un pouvoir militaire, option qui séduit davantage qu'il y a 20 ans ?

**Tableau 14 — Indice sur les systèmes politiques\* (en % verticaux)**

|  | 1999 | 2008 | 2018 |
|--|------|------|------|
| Soutien exclusif à la démocratie                 | 41   | 38   | 41   |
| Soutien à un régime non démocratique             | 34   | 37   | 36   |
| Soutien à deux régimes non démocratiques ou plus | 25   | 25   | 23   |

\*Ceux qui soutiennent de manière exclusive la démocratie la jugent très ou assez bonne, et considèrent les trois autres systèmes comme très ou assez mauvais. La deuxième catégorie concerne ceux qui ne soutiennent au total qu'un régime non démocratique. La dernière catégorie réunit les personnes soutenant au moins deux systèmes politiques non démocratiques.  
Source : EVS 2018 pour la France.

politiques jugés très  
bons\*)

|  | Très bon | Assez bon |
|--|----------|-----------|
|  | 55       | 34        |
|  | 8        | 40        |
|  | 5        | 18        |
|  | 4        | 9         |

les réponses assez et très mauvaises,

ionnement ne serait pas à la  
ellement plus de démocratie ?

mes politiques (tableau 13),  
89 % de jugements positifs  
) . Mais ce qui est troublant,  
également pertinent un sys-  
rt juge au moins assez posi-  
vernement des militaires.

nt à la démocratie n'est pas  
es. Un indice cumulatif per-  
es exclusifs » ne constituent  
stable depuis 20 ans. Cela  
démocratie peuvent être de  
es. On peut donc craindre  
me celle qui prévaut actuel-  
démocratique. La démo-  
e pas essayer un gouverne-  
un pouvoir militaire, option

## ques\* (en % verticaux)

|  | 1999 | 2008 | 2018 |
|--|------|------|------|
|  | 41   | 38   | 41   |
|  | 34   | 37   | 36   |
|  | 25   | 25   | 23   |

nt très ou assez bonne, et considèrent  
ème catégorie concerne ceux qui ne  
catégorie réunit les personnes soute-

Ajoutons que le soutien aux démocraties semble quelque peu s'affaiblir dans les jeunes générations : chez les 18-27 ans, les démocrates exclusifs étaient 43 % en 1999, 37 % en 2008 et seulement 33 % dans la dernière enquête.

\*\*

Tout ne va pas bien dans la société française. Ainsi le chômage et la précarité sont très importants depuis 40 ans, ce qui conduit à la marginalisation de certains groupes sociaux. Les inégalités restent considérables, au niveau aussi bien des revenus que de l'accès aux biens publics (comme l'éducation ou la santé). Les conditions de vie durablement dégradées de certaines familles modifient les valeurs de leurs membres. La culture de l'individualisation est ainsi plus rare dans les milieux les plus marginalisés, souvent très peu politisés et participant faiblement à la vie politique.

Mais, globalement, les Français — plutôt heureux de leur vie — n'ont pas perdu leurs valeurs. Certaines deviennent moins fréquentes ou plus flottantes quand d'autres se renforcent. L'autonomie des individus est revendiquée par beaucoup, tout comme la tolérance. L'altruisme devient plutôt un peu plus fréquent, la demande d'ordre public est forte, l'implication politique ne baisse pas, la culture de l'individualisation conduit à une culture politique plus critique à l'égard des élites. Ce qui n'est pas facile pour gouverner mais peut être source de dynamiques sociétales. Les contre-pouvoirs font davantage bouger les choses qu'on ne le croit. C'est le pessimisme de la population et des médias sur la société française qui semble au fond le plus problématique pour ces dynamiques. ■

## FUTURIBLES INTERNATIONAL

## Tables rondes

► **Au-delà des conflits, quel avenir pour le Moyen-Orient ?** Mercredi 18 septembre 2019, de 17h30 à 19h30. Avec Gilles Kepel, directeur de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure, auteur de *Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient* (Paris : Gallimard, 2018).

► **Le défi d'une nouvelle renaissance. Comment faire ?** Mardi 1<sup>er</sup> octobre 2019, de 17h30 à 19h30. Avec André-Yves Portnoff, conseiller scientifique de Futuribles International, enseignant, chercheur et consultant, et Hervé Sérieyx, ancien directeur général adjoint de Lesieur, ancien PDG d'EurEquip, ancien délégué interministériel à l'insertion des jeunes, et enseignant ; tous deux auteurs de *Alarme, citoyens ! Sinon, aux larmes ! Manifeste pour une France « vénitienne »* (Caen : éd. EMS, 2019).

Les abonnés de la revue Futuribles et les membres de Futuribles International ayant acquitté leur cotisation sont invités aux tables rondes.  
Une participation de 20 euros est demandée aux autres personnes.

Contact : Aude Houguenague • Futuribles International  
47, rue de Babylone • FR-75007 Paris • Tél. + 33 (0)1 53 63 37 73 • Fax + 33 (0)1 42 22 65 54  
E-mail [ahouguenague@futuribles.com](mailto:ahouguenague@futuribles.com) • Site Internet [www.futuribles.com](http://www.futuribles.com)